

## Le conflit opposant les États-Unis et le Nicaragua

Tout comme au cours de la première séance, les participants ont longuement parlé du rôle joué par les États-Unis. Un délégué de ce pays a soutenu que c'était une erreur de supposer que les *contras* ne comptaient plus dans la balance ou que leur source de fonds aux États-Unis se tarirait dans six mois. En formulant une pareille hypothèse, on oublie qu'ils "se battent librement contre le gouvernement de Managua. Personne ne les a recrutés et ils représentent une des dimensions du problème des réfugiés." Beaucoup aux États-Unis, et en particulier au Département de la Défense, veulent savoir ce qui arriverait si l'on créait une bureaucratie dans l'esprit de Contadora, avec les procédures de vérification que cela supposerait, et si le gouvernement sandiniste violait ensuite à maintes reprises les accords conclus. "Sans les *contras*, que pourrions-nous faire? Il faut aux États-Unis un moyen de faire respecter leur point de vue (hormis une intervention directe)."

Un expert américain s'est élevé contre cette évaluation de la conjoncture: "À mon avis, il est profondément humiliant pour mon pays . . . de s'entendre dire qu'il ne peut se faire respecter sans les *contras*. En tant que superpuissance, les États-Unis n'ont pas besoin des *contras*. Et comment pouvez-vous affirmer que nous n'avons pas recruté cette force rebelle? Ce sont les États-Unis qui l'ont organisée à partir d'un noyau d'anciens membres de la Garde nationale. Comment les *contras* peuvent-ils obtenir des appuis au Nicaragua, quand ils y sont perçus comme une force mise sur pied par la CIA et fondée sur un petit groupe d'anciens membres de la Garde nationale?"

"Il incombe à tous ceux qui, parmi nous, veulent trouver une solution valable au problème de l'Amérique centrale de préparer le terrain," a poursuivi le même interlocuteur. Le Plan Arias nous permet de faire un pas dans cette direction; il préconise la création d'une commission de vérification, ce qui représente une étape importante vers la conclusion d'un accord global dans l'esprit de Contadora. Il est essentiel que d'autres pays (comme le Canada et les membres du groupe de Lima) expriment ouvertement leur volonté de faire partie d'une commission de vérification et de contrôle.

"Pourquoi ne pas tout mettre en oeuvre et tout faire pour en arriver à un accord à Esquipulas? S'il est impossible de signer une entente, que l'on fasse savoir clairement pourquoi. Et que l'on indique sans équivoque au Congrès que des mesures sont en place, qu'il existe un consensus entre les gouvernements, et que l'attitude actuelle de Washington constitue la pierre d'achoppement." Il faut continuer à travailler en vue d'un accord final, même si la chose n'est pas encore possible. Les conditions changent, et de nouvelles ouvertures pourraient apparaître. "Il existe